

## GHANA

# L'opposant John Atta-Mills remporte l'élection présidentielle

**L'opposant John Atta-Mills, 64 ans, a été élu président du Ghana selon les résultats annoncés hier par la commission électorale, mettant fin à huit ans de pouvoir du Nouveau parti patriotique (NPP) de John Kufuor, le président sortant.**

La nation d'Afrique de l'Ouest de 23,5 millions d'habitants sera désormais dirigée par le Congrès national démocratique (NDC) qui a également fait basculer la majorité du Parlement en sa faveur lors des législatives du 7 décembre.

«Sur la base des résultats officiels obtenus, il est de mon devoir de déclarer le professeur John Evans Atta-Mills président élu de la République du Ghana», a annoncé le chef de la commission électorale, Kwado Afari-Gyan.

Après avoir remporté la dernière circonscription de Tain (centre-ouest), qui a voté vendredi pour le deuxième tour, M. Mills totalise 50,23% des suffrages face à son adversaire du NPP Nana Akufo-Addo, qui en a obtenu 49,77%.

Vice-président du capitaine Jerry Rawlings de 1997 à 2000, John Atta-Mills, originaire de l'ouest du Ghana, tentait sa chance à la présidence pour la troisième fois consécutive.

Juriste, il a enseigné le droit pendant 25 ans à l'université du Ghana (Accra) et est généralement surnommé «prof».

Il succède à John Kufuor, 70 ans, l'un des présidents les plus respectés d'Afrique qui a tiré sa révérence au terme de deux mandats de quatre ans, comme le prévoit la Constitution.

Nana Akufo-Addo, également un juriste âgé de 64 ans, avait remporté le premier tour de la présidentielle le 7 décembre, mais sans obtenir de majorité absolue.

«La victoire de l'opposition est une victoire pour la démocratie», s'est exclamé Sekou Nkrumah, membre du NDC et fils du premier président Kwame Nkrumah, père de l'indépendance ghanéenne en 1957.

«Après huit ans d'égarement, le NDC est de retour pour construire un meilleur Ghana», a-t-il déclaré à l'AFP.

Le NDC avait aussi gouverné pendant huit ans avant l'arrivée au pouvoir en 2000 de John Kufuor.

Un porte-parole du parti défait a indiqué que Nana Akufo-Addo s'exprimerait plus tard dans la journée.

Dans les rues de la capitale, les partisans du NDC, vêtus des t-shirts blancs symbole de leur campagne, laissaient éclater leur joie, chantant et klaxonnant à tout va.

Les deux partis qui étaient en lice ont chacun fait état d'irrégularités dans les bastions adverses lors des opérations de vote du second tour. Mais hier, le président de la

commission électorale a déclaré que celle-ci n'avait «pas estimé que les preuves fournies étaient suffisantes pour invalider les résultats».

Le deuxième tour de la présidentielle s'était déroulé le 28 décembre dans 229 des 230 circonscriptions, la dernière, Tain, ayant dû attendre vendredi pour voter en raison de problèmes logistiques.

Le NDC a remporté une large victoire dans ce district dont le suffrage était décisif.

Vendredi, alors que des tensions étaient palpables, notamment du côté du NPP qui avait appelé au boycott du scrutin de Tain, M. Kufuor a appelé au calme et au respect des résultats finaux quels qu'ils soient.

Malgré quelques incidents, le Ghana a été loué pour la tenue de cette élection qui s'est déroulée dans le calme et l'ordre, selon de nombreux observateurs, dans un

continent coutumier des élections violentes et frauduleuses.

Ancienne Gold Coast britannique, le Ghana est un grand producteur d'or et de cacao. Du pétrole a récemment été découvert au large de ses côtes, un enjeu qui a pesé dans cette course à la présidentielle.

## PAKISTAN

## Arrestation d'un ancien porte-parole du mollah Omar

La police pakistanaise a arrêté hier, dans le nord-ouest du pays, un ancien porte-parole du mollah Omar, le chef des talibans toujours en fuite, a annoncé hier à l'AFP, un responsable des services de sécurité pakistanaise.

Ustad Mohammed Yasir, de son vrai nom Ustad Zumarck, a été interpellé jeudi dans la ville de Peshawar, située à proximité des très instables zones tribales du nord-ouest pakistanaise, frontalières de l'Afghanistan, a précisé ce responsable sous couvert de l'anonymat.

Il a été un temps le porte-parole de l'insaisissable chef des talibans, le mollah Omar, après le renversement de son régime par la coalition militaire sous commandement américain à la fin 2001.

Ustad Mohammed Yasir avait été arrêté une première fois en août 2005 et transféré dans une prison afghane, avant d'être relâché en mars 2007 avec quatre autres talibans en échange de la libération d'un otage des talibans, le journaliste italien Daniele Mastrogiacomio.

Il fut au départ un collaborateur d'Abdul Rab Rasoul Sayyaf, un ancien chef de guerre afghan, aujourd'hui parlementaire.

Sayyaf est le leader du Ittehad-i-Islami, un mouvement islamiste qui a lutté contre l'occupation soviétique dans les années 1980, avant d'être un des acteurs de la sanglante guerre civile du début des années 1990.

Ustad Mohammed Yasir avait ensuite rejoint les talibans après leur renversement et le ralliement de Sayyaf au gouvernement pro-américain du président Hamid Karzaï. Les talibans étaient arrivés au pouvoir en 1996, mettant un terme à la guerre civile que se livraient les factions moujahidines. Ils en ont été chassés en décembre 2001, quelques mois après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis en raison de leurs liens avec le réseau islamiste Al Qaïda. Une partie des talibans, notamment leurs dirigeants, recherchés par les Etats-Unis, se sont alors enfuis dans les zones tribales, situées des deux côtés de la frontière afghano-pakistanaise.

## IRAK

## Les soldats américains ouvrent le feu et blessent une journaliste irakienne

**Des soldats américains ont ouvert le feu et blessé grièvement une journaliste irakienne qui semblait refuser d'obtempérer à un barrage de contrôle à Bagdad, ont indiqué hier l'armée américaine et la chaîne de télévision pour laquelle elle travaille.**

L'incident s'est produit vendredi dans le quartier de Karrada, dans le centre de Bagdad, a indiqué l'armée américaine dans un communiqué. «Lors d'opérations conjointes avec les forces irakiennes de sécurité près d'un barrage de contrôle, des soldats de la Force multinationale ont ouvert le feu et blessé une femme irakienne après qu'elle ait agi de manière suspecte», a affirmé l'armée américaine. «Les troupes américaines ont tiré en l'air, mais elle n'a pas entendu à cause de ses problèmes d'audition», a déclaré à l'AFP le porte-parole de la chaîne de télévision irakienne Beladi, Mohsen al-Darraj, pour qui travaille

la journaliste. Selon le commandement américain, l'Irakienne «n'a pas répondu aux sommations répétées de la police irakienne et des soldats américains», et «la police irakienne et les soldats ont observé qu'elle agissait de manière déconcertante».

«Compte tenu du fait qu'elle ne répondait pas aux sommations répétées, les soldats américains ont tiré deux coups, blessant la femme», explique l'armée, précisant que le secteur où s'est produit l'incident a été le théâtre récemment d'«attentats à la voiture piégée perpétrés par Al-Qaïda».

L'armée américaine et le commandement irakien des opérations militaires à Bagdad mènent une enquête, selon les Américains.

La télévision Beladi a précisé que la journaliste blessée, Hadil Imad, qui est «malentendante», «se trouve dans un état critique dans une unité de soins intensifs», selon le porte-parole de la chaîne. Une balle l'a atteinte au niveau du buste «et est ressortie par le

dos», a-t-il ajouté, précisant qu'elle avait subi l'ablation d'un rein et que son foie et son estomac avaient été touchés.

«Nous condamnons ce crime brutal commis par les forces américaines contre Hadil Imad qui ne savait pas qu'en traversant le pont, elle traverserait le pont de la mort», indique Beladi, propriété de l'ancien Premier ministre irakien Ibrahim Jaafari, dans un communiqué.

«Nous tenons les forces américaines pour responsables de cette incident. Nous voulons savoir la raison de cet acte criminel», ajoute la chaîne.

L'armée américaine a refusé de donner plus d'explications sur l'incident à l'AFP et renvoyé pour toute question vers le centre des opérations commandé par les Irakiens.

Le 1<sup>er</sup> janvier, avec l'entrée en vigueur de l'accord irako-américain de sécurité, les Américains ont transmis aux Irakiens le contrôle des opérations de sécurité en Irak.

## USA

## Le président élu Obama défend son plan de relance de l'économie

**Le président élu des Etats-Unis Barack Obama, qui s'installe à Washington ce week-end pour préparer sa prise de fonction le 20 janvier, a défendu hier son plan de relance de l'économie, en soulignant qu'il faudra que le Congrès l'adopte très rapidement.**

«Les économistes de toutes les orientations politiques sont d'accord pour estimer que si nous n'agissons pas rapidement et avec audace, nous pourrions assister à une récession encore plus grave susceptible de déboucher sur un doublement du taux de chômage» (6,7% fin novembre), a déclaré hier M. Obama, lors de son allocution hebdomadaire à la radio.

Le risque est que «le rêve

américain soit de plus en plus hors de portée», a estimé M. Obama, en soulignant que le plan de relance préparé par son équipe ne vise «pas seulement à créer des emplois à court terme mais aussi à favoriser la croissance et la compétitivité à long terme».

M. Obama a prévu de se rendre au Capitole dès lundi pour tenter de finaliser avec les dirigeants du Congrès les modalités

de son plan de relance, estimé à 850 milliards de dollars par les médias américains.

Selon le président élu, «l'objectif numéro un» sera de créer 3 millions d'emplois dont 80% dans le secteur privé.

«Pour remettre les gens au travail aujourd'hui et réduire notre dépendance au pétrole étranger demain, nous allons multiplier par deux le recours aux énergies renouvelables et rénover les bâtiments publics pour qu'ils soient plus économes en énergie», a-t-il souligné.

Il a également jugé nécessaires des «investissements de long terme» comme la réfection

des réseaux routier et autoroutier, la rénovation des écoles qui doivent devenir des institutions du «XXI<sup>e</sup> siècle» et l'informatisation du système de santé.

Toutes ces mesures sont prévues dans le plan qu'il a préparé ainsi que des «allègements fiscaux directs pour 95% des travailleurs américains».

M. Obama a souligné dans son message aux auditeurs américains que le plan devra rompre avec les vieilles habitudes de «gabegie» des administrations américaines, insistant sur la nécessité de «contrôles vigoureux» et d'une prise en compte des déséquilibres budgétaires.